

# LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION  
68, rue du XXI<sup>e</sup> Décembre - Genève  
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an  
Autres pays. 9 fr. —

## LES Revendications italiennes

Le mémoire italien présenté à la Conférence de la paix est un document très intéressant et très instructif. Il est bon également que le public connaisse l'opinion serbe, afin d'être à même de juger les deux thèses serbe et italienne sur l'Adriatique.

On sait que l'Italie a réussi à faire réserver à la compétence exclusive et immédiate du Conseil des Dix, le problème de la délimitation italo-sudslave. Le royaume serbo-croate-slovène n'ayant pas de représentant dans cet aéroplane, notre délégation a jugé nécessaire de demander formellement à la Conférence que la Serbie et l'Italie soient traitées dans cette question particulière, sur le pied d'égalité. Les serbes ont estimé, en effet, qu'il serait injuste de laisser à l'Italie toute facilité d'exposer à huis clos ses arguments, sans donner l'occasion aux délégués de l'autre partie, de faire directement et contradictoirement, leurs observations. La conférence s'est occupée dans une de ces dernières séances de cette question de procédure qui, jusqu'à présent, n'a pas trouvé de solution. Il devient donc particulièrement nécessaire de se servir de la presse, pour présenter clairement les deux thèses, qui au lieu de s'éloigner l'une de l'autre, au grand détriment des véritables intérêts des peuples respectifs. Le mémoire présenté à la Conférence par la délégation italienne en est une preuve éloquente.

Je constate avant tout que la Serbie, contrairement aux assertions italiennes, n'est ni mégalomane ni extrémiste. Par sa proposition d'arbitrage, elle a fait preuve de modération et de conciliation. Tout arbitrage comporte des risques et des sacrifices inévitables. L'Italie en refusant d'accepter l'arbitrage de M. Wilson, a donc perdu le droit de qualifier nos prétentions de mégalomanes, voire de « pazzesche » (insensées), pour nous servir du terme peu élégant qu'emploie le grand journal milanais « Il Secolo », parlant de nos revendications nationales.

La thèse italienne prend, comme point de départ, le traité de Londres de 1915. Les Serbes estiment que ce traité n'est obligatoire ni pour la Serbie ni pour le royaume serbo-croate-slovène. En outre, ce traité a été annulé par les déclarations catégoriques faites par les Alliés sur le caractère général et les buts concrets de la guerre. En invoquant le traité de Londres, l'Italie confirme le fait que ses prétentions territoriales sortent du cadre wilsonien, du moment qu'elle s'appuie principalement sur une convention secrète conclue par la diplomatie de l'ancien régime. Nous avons vu que la Conférence a successivement écarté tous les traités secrets dont elle a eu à s'occuper jusqu'à présent (colonies allemandes, avantages promis à la Roumanie), ce qui nous fait espérer que le traité de Londres subira le même sort. En tout cas, on peut admettre que, très probablement, l'Amérique se refusera à discuter la question adriatique sur la base d'un traité conclu derrière le dos du peuple qui est le plus intéressé. La délégation italienne compte également sur cette éventualité. Aussi a-t-elle jugé nécessaire de motiver ses prétentions par d'autres arguments encore.

L'Italie réclame d'abord l'Istrie avec une petite bande de Croatie, y compris Fiume. A l'appui de cette prétention, on invoque, du côté italien, des arguments géographiques. La Vénétie italienne, déclarent les Italiens, fait partie intégrante, au point de vue géographique, de la province de Venise; on ne peut pas la diviser et elle doit être attribuée tout entière à l'Italie. Les Alpes italiennes forment pour l'Italie la meilleure frontière stratégique.

Les Serbes estiment, eux, que la Conférence

de la paix n'est pas un congrès de géographes et, à l'argument géographique, ils opposent l'argument ethnique, l'argument de la volonté du peuple.

En Istrie, il y a deux zones bien distinctes : une zone slave et une zone à prépondérance italienne. L'Istrie orientale et l'Istrie centrale sont purement slaves, tandis que le littoral de l'Istrie occidentale est italien. La ligne de démarcation est très nette et si l'on peut discuter au sujet des régions mixtes de l'Istrie occidentale, tout le reste qui est purement slave veut et doit rester slave. La délégation italienne a tort de dire dans son mémoire que la population slave de l'Istrie accepte la domination italienne. Si la délégation est de bonne foi, ce dont nous ne voulons pas douter, on l'a grossièrement trompée. Non seulement aucun village slave, mais aucun particulier n'acceptera, sinon, par la force, cette domination. Là-dessus, les Italiens ne sauraient se faire d'illusions.

La conférence aura donc à se décider pour l'une ou l'autre thèse : thèse géographique ou thèse de justice ethnique.

Mais ce n'est pas tout. Contrairement à l'opinion attirée du principal organe italien, le « Corriere della Sera », la délégation italienne réclame encore la moitié de la Dalmatie. La disproportion entre l'élément serbo-croate, (620.000) et l'élément italianisant (18.000), est tellement énorme que pour justifier sa demande de la Dalmatie, le mémoire italien, n'invoque que la raison purement stratégique : « La Dalmatie sera une menace pour l'Italie, si elle est entièrement aux mains d'un Etat ». Il n'invoque pas la raison géographique, car, évidemment, celle-ci fait défaut ici, malgré les efforts de quelques nationalistes italiens acharnés à prouver que la Dalmatie fait un tout avec l'Italie, aussi au point de vue géographique ! La conférence aura donc à juger si l'argument italien, tiré de la peur d'un danger imaginaire, doit prévaloir sur la volonté unanime de la population serbo-croate, qui, après l'esclavage autrichien, a horreur même des bienfaits de la domination autrichienne.

La délégation italienne revendique aussi Fiume en usant d'un argument très curieux. En 1915, l'Italie ne s'intéressait pas à Fiume et ne craignait pas la concurrence d'une Fiume austro-hongroise, concurrence véritable, parce qu'elle venait d'une grande puissance. Aujourd'hui, à la perspective d'une Fiume yougo-slave, l'Italie craint pour Trieste la concurrence de la Fiume yougo-slave, concurrence moins sérieuse en tout cas que celle envisagée en 1915. L'argument italien est né de l'embarras dans lequel se trouve M. Sonnino pour expliquer l'absence de Fiume dans la liste des bénéfices promis à l'Italie pour son entrée en guerre. Parce que, en somme, si Fiume a réellement une importance vitale pour l'Italie, elle l'avait aussi en 1915. Mais M. Sonnino est connu pour ses étonnantes transformations. Il écrivait jadis que Trieste n'était pas nécessaire à l'Italie; quoi de plus surprenant que de le voir aujourd'hui réclamer une ville qu'il avait oubliée lors des longs et laborieux pourparlers avec l'Entente, en 1915?

La lecture du mémoire italien permet de faire deux constatations importantes et très graves. D'abord, l'Italie s'arroge le droit et le devoir exclusif de défendre l'Adriatique contre la poussée et les prétentions allemandes : « Seule l'Italie étant une grande puissance maritime peut avoir les moyens de réaliser ce programme. » Les Serbes estiment que l'Adriatique devrait être gardée en commun par l'Italie et par le royaume sudslave. Une telle garde serait en tout cas plus sûre. Les forces

italiennes ne suffisent pas, à notre avis, à contenir l'Allemagne. N'oublions pas que l'Italie a passé les meilleures années de sa jeunesse dans la Triplice pour éviter, d'après les paroles du comte Nigra, une guerre dangereuse avec l'Autriche. Comment peut-elle donc aujourd'hui posséder la force nécessaire pour s'opposer au monde germanique réuni ? Il est permis d'exprimer des doutes à ce sujet et de se demander si les Italiens ne viendront pas un jour à penser que le meilleur moyen de se protéger contre l'invasion germanique serait de s'entendre avec les Allemands. Il ne faut pas oublier non plus que l'Italie aura aussi à se défendre contre les Slaves, si elle réalise son programme adriatique actuel. Parce que,

et c'est la seconde constatation que nous voulons faire, le mémoire italien nous traite, d'ores et déjà, en ennemi contre lequel l'Italie veut prendre de plus sérieuses garanties.

Nous ne sommes pas les ennemis de l'Italie, mais l'Italie, en s'annexant des territoires slaves, en Istrie et en Dalmatie, deviendra inévitablement notre ennemi. Nous ne nous jetterons pas dans les bras de l'Allemagne, comme d'aucuns semblent le croire. Ce qui est à craindre, dans ce cas-là, c'est que l'Italie ne reprenne plutôt sa place abandonnée à côté de l'Allemagne. Voilà à quoi peut aboutir la réalisation des désirs italiens tels qu'il sont exprimés dans le mémoire remis à la Conférence.

L. M.

## Une interview de M. Pachitch

Un de nos rédacteurs a eu le plaisir de s'entretenir longuement avec M. Pachitch, le premier délégué du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à la Conférence de la Paix.

Il lui a demandé tout d'abord ce qui en était de la situation dans le pays, que des télégrammes tendancieux représentent comme agité. M. Pachitch, lui a répondu :

— La situation intérieure du royaume est aussi satisfaisante que possible. Un ordre parfait règne partout. Le parlement provisoire, où siègent les délégués de toutes les régions serbo-croates-slovènes s'est réuni le 1<sup>er</sup> mars à Belgrade. Ce parlement exercera son contrôle sur le gouvernement jusqu'à la Constituante. Quoique notre Royaume soit, d'ores et déjà, un pays fermement organisé et des plus stable, on répand, il est vrai, depuis quelque temps des nouvelles tendant à représenter la situation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes comme trouble et incertaine. On a dit qu'il avait surgi des conflits entre catholiques et orthodoxes et que les Croates combattaient les Serbes et, inversement, les Serbes les Croates. Ces bruits sont dénués de tout fondement. Toutes les branches de notre peuple, sans distinction de religion, travaillent à la consécration de notre unité.

Au sujet de la question adriatique, M. Pachitch a déclaré ceci :

— Notre esprit de conciliation s'est manifesté dans notre proposition d'arbitrage. Cette proposition, nous l'avons faite dans la conviction que ce moyen était le plus propre à faire aboutir une solution équitable du problème adriatique. La question adriatique s'est en effet complètement transformée à la suite des grands événements qui se sont succédés depuis 1914. Le traité de Londres, conclu à notre insu, entre l'Italie et l'Entente et que nous ne pouvons pas reconnaître, a été contracté à une époque où l'on croyait que l'Autriche-Hongrie survivrait à la guerre. On supposait aussi que la Russie, recevant Constantinople, arriverait à la Méditerranée. Enfin, l'on ne doit pas oublier non plus que l'on comptait terminer la guerre en six mois, avec l'appoint des trois millions de soldats que l'Italie devait fournir. Il faut noter encore que les signataires du traité de Londres ne connaissaient pas, en réalité, l'état de choses existant dans les régions dont ils disposèrent. Or, dès lors, tout a été bouleversé. Les Etats-Unis, en entrant en guerre, ont proclamé le droit de chaque peuple à disposer de lui-même. Ils se sont prononcés contre les traités secrets, mettant au-dessus de tout, la volonté des peuples. Or, ce programme inspiré par le président Wilson, c'était tout notre idéal national; n'était-ce pas, en effet, pour atteindre cette indépendance que le peuple serbe avait versé tant de sang et sacrifié un si grand nombre de ses fils les meilleurs ?

Les circonstances s'étant modifiées complètement, il est évident que le traité de Londres ne doit plus produire ses effets. Récemment, un journal italien, l'« Epoca » le disait fort justement, ce qui prouve qu'en Italie même, il se trouve des esprits éclairés disposés à admettre franchement la vérité. Et c'est une vérité aussi que la guerre a pris un aspect bien différent de celui qu'elle avait à son début. Tous les parlements alliés, tous les hommes politiques des pays alliés ont, à diverses reprises, souligné ce trait fondamental de droit et de liberté qui caractérise notre lutte commune. C'est avec cette devise que l'on a gagné la guerre. Or, en proposant l'arbitrage, qu'avons-nous voulu ? Epargner aux Alliés la gêne qu'ils pourraient ressentir à déclarer caduc publiquement ce traité secret, après les assurances et les déclarations qu'ils ont faites au sujet du but général de la guerre. Nous avons voulu encore éviter à l'Italie une renonciation formelle. Nous avons alors soumis à la Conférence, par l'intermédiaire de son illustre président M. Clemenceau, notre proposition d'arbitrage. C'est par la Conférence et avec le consentement de l'Italie que nous avons voulu, par une décision arbitrale, arriver à la solution du différend italo-sudslave. On a affirmé que cette proposition était de nature à diminuer l'autorité de la Conférence. Rien de plus inexact. Une des tâches principales de la Conférence n'est-elle pas, en effet, de résoudre de façon amicale et satisfaisante tous les différends interalliés, afin de faciliter la formation de la Société des Nations ? L'autorité de la Conférence ne pourrait qu'être augmentée si toutes les questions interalliées recevaient des solutions qui ne laissent place à aucun sentiment de mécontentement et à aucune opposition. D'ailleurs, la Conférence elle-même ne décide pas à la majorité des voix, mais elle cherche à concilier les intérêts divers et à trouver des terrains d'entente.

Pour ce qui est de Fiume, celle-ci est le port naturel yougoslave, la ligne Belgrade-Zagreb-Fiume étant l'artère principale de notre vie économique; Fiume est pour nous ce que Anvers est à la Belgique. Sans Fiume, nous serions obligés de construire de nouveaux ports et nous verrions notre développement retardé pour des dizaines d'années. Or, le peuple serbe, après tout ce qu'il a souffert déjà, ne mérite pas qu'on lui enlève ses moyens de relèvement économique.

En ce qui concerne le Banat, nous espérons que la frontière entre nous et la Roumanie sera tracée dans un esprit de justice, en tenant aussi bien compte du caractère national que des intérêts économiques et intellectuels de la population. Cette population est serbe dans la plaine de Banat, que nous réclamons. Elle a une vie nationale très développée et, même sous la do-

mination de l'Autriche-Hongrie, elle a réussi à conquérir une sorte d'autonomie, sous le nom de Voïvodie (duché) serbe. La population de la plaine du Banat s'est prononcée résolument pour sa réunion à la Serbie. Si l'on veut la consulter encore, elle ne fera que manifester une fois de plus sa volonté de s'unir à ses frères de Serbie. Nous sommes certains que pour la solution de ce problème, la Conférence tiendra compte de cet important facteur. Des Roumains ont rappelé qu'il y avait en Serbie des Roumains. Leur nombre a été artificiellement grossi, triplé et quadruplé au gré des nécessités. De plus, ces Roumains, sont tellement liés au Serbes par leur histoire, par leur vie et leur lutte commune, qu'ils ne consentiraient jamais à se séparer de la Serbie. Et, par les sentiments, ils ne sont qu'un avec nous. N'oublions pas que ces territoires n'ont pas été conquis par les Serbes, mais délivrés par un effort commun de toute la population !

Questionné enfin sur l'Albanie, M. Pachitch, a dit :

— Pour l'Albanie, nous désirons que les décisions de la Conférence de Londres soient maintenues, parce qu'elles sont conformes au principe : « Les Balkans aux peuples balkaniques ». Les Albanais seraient en mesure d'organiser et de développer eux-mêmes leur Etat à l'intérieur des frontières tracées par la dite Conférence. Actuellement, les affaires albanaises sont assez compliquées, par suite d'une agitation intéressée. Les notables qui étaient pour l'Entente et le gouvernement provisoire d'Essad Pacha, ont été écartés et l'on voit apparaître des hommes qui étaient ministres du prince Wied, qui travaillaient pour une Albanie placée sous le protectorat austro-allemand et qui se trouvaient à Vienne pendant toute la durée de la guerre. Quelle solution définitive recevra le problème albanais ? Nous ne le savons pas, d'autant moins qu'une grande puissance, l'Italie, a occupé Vallona, et que la Grèce demande à assurer la protection des droits des chrétiens, dans l'Épire du nord.

## Les responsabilités de la guerre

M. Vesnitch, ministre du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, écrit dans le « Journal des Débats » du 13 mars au sujet des responsabilités de la guerre ce qui suit :

Au Directeur du Journal des Débats,

Mon cher Directeur,

J'ai lu, comme tant d'autres, avec grand intérêt, la correspondance de M. François de Tessan dans le Journal des Débats d'hier soir, qui rouvre une fois de plus la question de responsabilité de la grande guerre. Le recteur de l'Université de Bonn, professeur de Droit international, M. Zittelmann, y affirme que « l'Allemagne n'a pas voulu cette guerre » !

Vous savez qu'une commission avait été instituée à Berlin, avec M. Kautzky en

tête, en vue d'une publication des documents sur cette responsabilité. On avait eu les mêmes velléités à Vienne. Pour des raisons que je ne connais pas, un arrêt volontaire est intervenu et nous sommes portés à croire que les gouvernements allemand et autrichien ont renoncé à cette publication. De notre côté, nous ne pouvons pourtant pas permettre un seul moment que la question soit faussée. Je verse donc, pour le moment, au dossier des responsabilités de la guerre, ces deux documents authentiques qui parlent, me semble-t-il, avec une éloquence bien claire :

« 1° Comte Szegyen au Ministre

« des Affaires Etrangères, à Vienne.

« Télégramme chiffré 285.

« Berlin, 25 juillet 1914.

« On suppose généralement ici que « l'éventualité d'une réponse négative serbe « sera suivie de notre part d'une immédiate « déclaration de guerre et des opérations « militaires.

« On considérerait ici tout ajournement des « opérations militaires comme très dange- « reux à cause d'intervention des autres « Puissances. On nous conseille avec la « plus grande insistance [« dringendst »] « de passer immédiatement [« sofort »] aux « faits et de mettre ainsi le monde devant « un fait accompli.

« 2° Le même au même.

« Télégramme chiffré (strictement secret) 307.

« Berlin, 27 juillet 1914.

« Le secrétaire d'Etat vient de me dé- « clarer positivement, mais sous le sceau « du plus strict secret, que, très prochainement, des éventuelles propositions an- « glaises de médiation seront portées à « la connaissance de Votre Excellence.

« Le gouvernement allemand assure de « la manière la plus convaincante [« auf « das Bündigste »] qu'il ne s'identifie au- « cunement avec ces propositions, qu'il est « absolument [« entschieden »] contraire à « leur prise en considération, et qu'il ne « (nous) les transmettra que pour tenir « compte de la demande anglaise... »

Ces documents se passent de tout commentaire.

Encore le 30 juillet, Sir Edw. Grey télégraphiait à l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, Sir E. Goschen : « Si on peut conserver la paix de l'Europe, et passer sans accident à travers la crise actuelle, mon effort personnel sera de prendre l'initiative d'un arrangement auquel l'Allemagne puisse souscrire et par lequel elle pourra être assurée qu'aucune politique agressive ou hostile ne sera poursuivie contre elle ou ses alliés par la France, la Russie et nous-mêmes, soit ensemble, soit séparément. » Ni lui, ni Sasonoff et Viviani ne savaient encore positivement en ces moments tragiques que c'est l'Allemagne qui voulait la guerre. S'il y a au monde un incrédule sur ce point, qu'il veuille méditer les deux documents que je vous soumetts.

Veillez, etc.

MEL. R. Vesnitch.

## Autour de la question yougoslave

Au moment où le sort plus que la justice va décider de l'avenir du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, un coup d'œil rétrospectif nous paraît nécessaire.

Chez les honnêtes gens, il est d'usage de récompenser chacun selon sa peine et son mérite. Or, si l'on fait un parallèle entre les services rendus par la Serbie et ceux rendus par l'Italie à la cause de l'Entente, point n'est besoin d'être mathématicien pour voir la balance pencher du côté serbe ; et si l'on récapitule les pertes subies en hommes et en matériel, la encore aucune comparaison n'est possible.

Actuellement, à Paris, le Congrès des Alliés ne paraît pourtant pas tenir compte de ces choses.

Le trop fameux traité secret de Londres paraît devoir développer ses effets en faveur des Italiens.

Le 26 avril 1915, la Grande-Bretagne, la France et la Russie traitèrent secrètement avec l'Italie. Le texte de ce traité, tenu très secret, et pour cause, ne fut connu qu'après que les bolchévistes eurent le pouvoir à Pétrograde. Deux journaux anglais, le « Manchester Guardian » et le « New Europ » osèrent communiquer à leurs lecteurs ce traité, qui assurait à l'Italie, en paiement de sa participation à la guerre, non seulement le Tyrol du Nord, jusqu'au Brenner, mais encore Goritsia, Trieste, toute l'Istrie, la Dalmatie du Nord et même les îles de Lissa, Lesina, Curzola et Meleda, et cela au mépris de toutes les considérations historiques, ethniques et géographiques, et au détriment des peuples habitant ces pays.

Au moment où ce fameux traité fut conclu, les Alliés résistaient depuis neuf mois aux attaques des Centraux. Durant ces neuf mois, la politique italienne, dirigée par le ministre Salandra, négocia journellement avec l'Autriche, cherchant, en échange, soit de sa participation aux côtés des Centraux, soit de sa passivité pure et simple, des compensations, c'est-à-dire en bon français, un paiement.

La finesse des négociateurs italiens eut vite percé à jour la lésinerie des Autrichiens, dont les offres, médiocres, laissaient l'Italie sous la dépendance du groupe austro-allemand.

Le traité de Londres assurait un paiement plus large et c'est pourquoi l'Italie entra en guerre contre les Centraux, le 24 mai 1915 !

Quand, aujourd'hui, dans les discours diplomatiques, des ministres italiens viennent dire que l'Italie a combattu du bon côté pour l'honneur, il est de notre devoir, à nous républicains Suisses, de protester au nom de l'honneur et de leur dire : « Vous avez combattu pour un gain, pour annexer des peuples qui ne sont pas de votre race ».

Ceux qui ont combattu pour l'honneur sont, en premier rang, les Serbes, les Belges et les Français, puis les Anglais et les Américains.

Mais le blâme que mérite ce traité de Londres ne retombe pas uniquement sur l'Italie : il est également partagé entre les autres puissances signataires, et c'est pour elles une tâche d'avoir voulu payer un associé avec l'argent d'autrui.

Les trois ministres des affaires étrangères de Grande-Bretagne, France et Russie, signataires du traité, me sont plus à leur poste depuis longtemps, mais leur collègue italien, le baron Sonnino, est là pour réclamer le paiement promis. Les principes de Wilson pourront-ils

vaincre ce traité, caduc de par les faits nouveaux, et les peuples des contrées faisant l'objet du marché pourront-ils disposer d'eux-mêmes selon le droit des hommes ?

Nous l'espérons pour l'honneur des Alliés. Par sa politique actuelle d'intransigeance et de spoliation, l'Italie se met au ban de l'histoire, et pourtant l'histoire nous montre l'Italie comme une mère pour les nations. L'Italie représentée dans l'histoire la civilisation ; c'est sur sa terre que sont nés les principes immortels qui ont formé les peuples. De mère, veut-elle devenir la marâtre que chacun réprouvera ?

L'Italie du quattrocento est-elle morte, et seule l'Italie de Machiavel survit-elle ?

Nous le saurons bientôt.

Pierre Amiguet.

## Autres temps, autres sentiments

Notre regretté ami Kuhne nous avait envoyé ce petit article quelques jours avant le tragique événement qui lui a coûté la vie. Nous le publions aujourd'hui à titre de document sur les agissements italiens à Fiume :

Au moment où l'Italie entrait en guerre contre l'Autriche, aux côtés des Alliés, le podestat du municipio italien de Fiume, M. Francesco Korochatz, fit afficher à Fiume et publier dans les journaux, sous sa signature, une manifeste où nous lisons ce qui suit :

« Citoyens,

Sa Majesté notre très gracieux Roi, dans une proclamation lancée à ses peuples, annonce une chose grave : aux ennemis de notre royaume s'est associée notre alliée d'hier l'Italie, à la nationalité de laquelle nous nous enorgueillissons d'appartenir par la langue et les coutumes.

Fiumani !

Nous, qui depuis des siècles, avons été défendus et protégés par les prédécesseurs de notre bien-aimé Roi (Amatissimo Re) nous devons montrer notre inébranlable gratitude à ceux qui durant des siècles nous prodiguèrent largement leur protection, en faisant en sorte que personne ne manquât à l'appel et en offrant sur l'autel de la Patrie notre vie et nos biens.

« Enfants de Fiume, nous devons suivre la route que déjà nos pères nous ont montrée, celle de la fidélité au Très Auguste Trône qui a valu à notre ville d'être surnommée « la très fidèle » (fidelissima) — celle de la fidélité à la Hongrie à qui nous sommes et à qui nous voulons demeurer unis pour toujours. »

Et maintenant plus de rancunes ! Que les différences de langues, les aversions de classes et de personnes ne nous divisent plus, mais que pour tous, unis sous l'étendard commun, aucun sacrifice ne soit trop grand pour le défendre celui-ci avec honneur.

En ce moment solennel, il faut que parmi nous règne le calme et la concorde dans le but de pouvoir servir la Patrie par le complet triomphe de nos glorieuses armes.

(Signé) Le Podestat : F. G. Korochatz. »

Une remarque, d'abord, à propos du nom du maire de Fiume. Si nous ne savions, par la statistique, que Fiume, qui comptait en 1910, 25.000 italiens n'avait, en 1854, que 3700 Italiens, les noms d'« Italiens » comme M. Korochatz nous

## FEUILLETON

### La civilisation des Serbes de Hongrie

Par St. STANOJEVITCH,  
professeur à l'Université de Belgrade.

(Suite et fin)

Cet amour naturel voué à son sol et à ses compatriotes, se fondit avec l'amour et la nostalgie de la liberté en un tout pour former le nationalisme serbe.

Ce nationalisme avait été ébauché encore au temps des Turcs sur toute l'étendue du territoire habité par les Serbes. Lorsqu'une partie des territoires serbes passa des mains des Turcs sous la domination autrichienne, le nationalisme serbe s'y développa avec plus d'intensité encore. Cette nouvelle impulsion eut pour cause le nouvel état de choses, de nouvelles conditions, créées par l'instruction populaire et le progrès, mais surtout par l'oppression exercée maintenant dans le nouvel Etat sur la nationalité serbe. Cette oppression rencontra tout naturellement chez le peuple serbe une résistance qui augmenta son amour et son attachement à tout ce qui était de sa nation.

Voilà comment, sous l'impulsion de traditions nationales exceptionnellement vivaces et de coutumes nationales, doublées d'une lutte opiniâtre pour l'existence, le nationalisme s'était développé au XVIIIe siècle chez les Serbes de Hongrie, tel que l'avait connu au 19e et 20e siècles le grand public en Europe.

Les grands mouvements qui secouèrent l'Europe, provoqués par la Révolution française, puis par le romantisme et le nationalisme, et qui s'emparèrent tout à coup de la société européenne, ont intensifié le nationalisme chez les Serbes de Hongrie. Les pu-

blications de Vouk Karadjitch comportent toutes les productions nationales de l'esprit, notamment des poèmes nationaux, et l'enthousiasme qui a empoigné alors l'Europe tout entière, pour tout ce qui est « national », ont également beaucoup contribué au développement du nationalisme serbe.

On peut dire, sans exagération aucune, qu'au point de vue national, le territoire des Serbes de Hongrie est le plus avancé de toutes les contrées serbes. Là s'est développé et maintenu le pur nationalisme et le patriotisme idéal. C'est lui qui a donné au peuple serbe de la Voïvodina la force de se maintenir et de lutter avec succès pour son existence.

Dans cette lutte pour la sauvegarde de sa nationalité, le peuple serbe de Hongrie a toujours été prêt à tous les sacrifices, qu'il supporta avec allégresse et sans se récrier. Seul il entretenit à ses frais et entretient encore ses écoles primaires et moyennes, toutes ses institutions de progrès et de civilisation, théâtres, Matitza, etc. Il fut en outre toujours prêt à subventionner royalement tout ce qui est utile au peuple et à la lutte pour la vie nationale. Le programme de tous les partis politiques sans exception repose sur une base nationale, et l'action pour les affaires nationales en général est une des principales et constantes préoccupations de tout Serbe de la Voïvodina.

Le nationalisme des Serbes de la Voïvodina s'est toujours affirmé aussi avec vigueur là où il fallait que le sang fût versé. Et la Voïvodina était aussi toujours prête à ce sacrifice-là. Déjà, lors des premières insurrections soulevées contre les Turcs par le peuple serbe au commencement du XIXe siècle, nombreux étaient les Serbes de la Voïvodina qui avaient pris rang parmi les insurgés. De même un grand nombre de volontaires de la Voïvodina avaient participé aux guerres de 1876 à 1878, comme aux grandes guerres de 1912 à 1913. En outre, un grand nombre de jeunes Serbes s'inscrivirent dans ces derniers temps à l'académie militaire serbe.

(Mais le plus grand patriotisme se rencontra encore chez les Serbes de Hongrie au cours de la Grande Guerre. La plupart de ceux qui s'étaient rendus à l'armée serbe sont entrés comme volontaires dans l'armée serbe et ont combattu vaillamment. Quant à ceux qui furent faits prisonniers par les Russes, lors de la formation des divisions serbes, tous, sans exception, s'engagèrent dans l'armée serbe et formèrent ainsi presque la moitié de l'armée serbe de Russie. Eux aussi ont combattu, en 1916, avec une bravoure rare contre les Allemands et les Bulgares dans la Dobroudja. Après le désastre de la Russie, ils vinrent sur le front balkanique et combattirent dans l'armée serbe avec vaillance.

Le patriotisme des Serbes de la Voïvodina n'est donc pas resté un vain mot, et ne s'est pas confiné dans la théorie académique, mais a toujours été prêt à tous les sacrifices matériels, et par le sang versé a prouvé son attachement au peuple, son aspiration ardente vers la liberté et son désir de voir la Voïvodina faite partie intégrante de la Serbie, partant du grand Etat Yougoslave.

## Les Roumains de Serbie

Mal inspirés, des Roumains continuent à réclamer pour leur pays la partie de la Serbie située entre le Danube et le Timok, et habitée, au dire de ces propagandistes, par une population roumaine.

En réponse à ces singulières prétentions, un groupe de professeurs appartenant à toutes les régions sudslaves, vient de publier une petite brochure dont nous extrayons ce passage :

« Ces Roumains n'ont été ni incorporés à la Serbie en vertu d'un acte diplomatique quelconque, ni cédés par

indiqueraient la véritable origine de ces derniers. Les noms des chefs « italiens » de Fiume, Korochatz, Grochitch, Baichitch, Malkovitch, Pétritchitch, Chitiglich, Béla-chitch, etc., prouvent amplement l'origine slave de ces italianisants. On sait, en effet, que, tandis que la population autochtone de Fiume a toujours été slave, les « Italiens » sont en grande partie soit des importés d'Italie, soit des Slaves italianisés.

Ce chaud défenseur de la Hongrie et de feu l'empereur François-Joseph qu'était, il y a trois ans, M. Korochatz, est actuellement un des principaux membres du « Conseil national italien » de Fiume. Pourtant, les Italiens prétendent aujourd'hui avoir toujours été les ennemis de la Hongrie et de l'Etat qui les auraient persécutés. Des exemples comme celui du podestat de Fiume leur donnent un éclatant démenti. La vérité est que les Italiens de Fiume ont toujours été les humbles valets de tous les gouvernements hongrois, tandis que les Croates des deux parties de la monarchie étaient, depuis plusieurs décades, les ennemis déclarés de l'Etat habsbourgeois et contribuaient de toutes leurs forces à sa désagrégation.

Dr Victor KUHNE.

**Le rôle des socialistes magyars**

La vie politique magyare présente un curieux spectacle. Les anciens soutiens de la guerre se sont retirés de la scène politique ou s'ils parlent, ils évitent d'attirer l'attention sur eux. Par contre, ceux qui ne se croient pas chargés des responsabilités de la guerre se montrent démesurément actifs. Les socialistes sont les premiers de cette catégorie. N'ayant pas été mêlés à la gestion du pays, ils pensent que leur situation est favorable, bien que tout porte à croire qu'ils ne seraient pas restés en arrière, s'ils avaient eu l'occasion de se prononcer au sujet de la guerre.

La parole est à eux cependant. Groupés autour de Karolyi et des radicaux, ils paraissent tout à fait dignes des anciens partis politiques magyars. Ils en ont hérité le nationalisme outrancier mélangé de paroles socialistes très radicales à première vue, mais au fond tout à fait tempérées et même bourgeoises. C'est ainsi que le ministre de la guerre Böhm, qui est socialiste, a pu prononcer il y a quelques jours, à Szalmar, un discours dans lequel il a fait la profession de foi des socialistes magyars. « On disait de nous autres, socialistes magyars — déclarait-il — que nous sommes des sans-patrie. En effet, tant que ce pays était la patrie des grands propriétaires, nous étions des sans-patrie; mais aujourd'hui que nous avons rendu ce pays libre et indépendant et réalisé l'avènement du peuple avec des institutions démocratiques, cette patrie est devenue notre patrie. Nous lutterons, à côté des autres partis, contre l'impérialisme étranger. »

Cet énoncé contient des indications précieuses. Avec leur arrivée au pouvoir, qu'ils appellent l'avènement du peuple, les socialistes se débarrassent de l'héritage très chargé de l'internationalisme, dont ils étaient hier encore les fervents apôtres. Ils veulent lutter avec les partis bourgeois contre l'impérialisme étranger, et cette expression désigne, pour ces internationalistes chauvinisés, le désir de liberté des peuples subjugués.

Conformément à ce nationalisme socialiste, ils agissent contre cet « impérialisme

étranger ». Ils envoient leurs agitateurs distribuer des tracts bolchévistes fomentant des grèves et chercher à égarer le peuple. Leurs avions survolent à chaque instant les régions occupées, sur lesquelles ils déversent une pluie de manifestes invitant la population à se soulever contre les « impérialistes étrangers ».

Cette besogne est naturellement sans résultat et n'a d'action que sur les éléments magyars colonisés qui se trouvent encore dans les territoires occupés. Ceux-ci, en tant qu'employés dans les services publics, causent des ennuis à l'administration, ce qui est intolérable. A cela s'ajoute l'agitation d'une presse venimeuse, qui sert tous les jours mensonges sur mensonges à ses lecteurs. Dans cette campagne, l'organe socialiste occupe la première place.

L'orientation nationaliste des socialistes magyars témoigne aussi de façon éclatante quant à la valeur réelle de la transformation démocratique magyare. Il est hors de doute que la frénésie démocratique actuelle se calmera, quand elle ne sera plus nécessaire aux fins de la politique extérieure. Tout rentrera alors dans l'orbite de l'ancien état de choses, et rien n'empêchera les anciens chefs, Andrássy, Apponyi, etc., de prendre la place que leur réservent, d'ores et déjà, les bons socialistes magyars.

L. P.

**La propagande bulgare et le rapport de la Commission Carnegie**

En présence des témoignages écrasants de gens impartiaux et désintéressés relatifs aux atrocités horribles commises par les Bulgares dans la Serbie occupée, les propagandistes de Sofia prennent l'habitude de répondre que les Serbes ont commis, eux aussi, des atrocités en 1912 et 1913, en citant à l'appui de cette affirmation le rapport d'une commission de l'Institut Carnegie qui est favorable aux Bulgares. Or, il n'est pas sans intérêt de mentionner ce que pense de cette commission et de son travail l'éminent professeur de Lausanne, M. Reiss, qui s'est consacré entièrement à la recherche des crimes et des infractions aux lois de la guerre commis par les Austro-Germano-Bulgares. Dans une de ses nombreuses publications sur les crimes bulgares (Rapport du professeur Dr R.-A. Reiss sur la situation des Macédoniens, Paris 1918, Plon Nourrit, p. 108-112), M. Reiss écrit :

« Je dois dire de suite que, après ce que j'ai pu voir, j'ai été stupéfait de constater que le rapport de la commission Carnegie ne souffle mot de toutes les exécutions et massacres qui furent exécutés en Macédoine grecque par l'armée bulgare et ses fidèles comitadjis. Il est vrai que j'ai su aussi que cette fameuse commission n'a enquêté ni en Grèce ni en Serbie, mais uniquement en Bulgarie. Quelques membres ont bien passé à Salonique, où des hommes au courant de ce qui s'est passé, entre autres M. Ruben, directeur de l'« Opinion », leur ont amené des témoins blessés par les Bulgares. Mais ces enquêteurs singuliers n'ont pas voulu prendre en considération ces témoignages. Un des enquêteurs a été à Serrès, où il fut reçu par M. Ginès, directeur de la succursale de la Banque de Salonique. Il a pu se rendre compte de tout ce que les Bulgares ont fait dans cette ville, mais il n'a pas trouvé nécessaire d'en parler dans le rapport de la commission. Ce fameux

rapport de la commission Carnegie n'a donc aucune valeur probante et n'est qu'un plaidoyer des plus partiaux en faveur d'une des parties : les Bulgares. Tout honnête homme doit réprouver une telle façon d'agir. J'ai protesté personnellement, par la lettre suivante, auprès du président de l'Institut Carnegie à Washington :

« Honoré Monsieur et Cher Collègue,

« Connaissant par mes amis votre grande impartialité, je me permets, par la présente, de protester auprès de vous contre le rapport de la commission Carnegie sur les cruautés commises pendant les guerres balkaniques.

« En effet, après avoir fait une longue enquête sur les champs de bataille en Serbie, à propos des cruautés autrichiennes commises sur la population civile, j'ai été chargé par les gouvernements serbe et grec de procéder à une seconde enquête en Macédoine, et cela pour y rechercher si les récriminations bulgares contre ces deux pays étaient justifiées ou non.

« Au cours de cette enquête, j'ai rencontré d'innombrables et horribles cruautés commises par les Bulgares au cours des deux guerres balkaniques et après la paix de Bucarest, cruautés dont le rapport Carnegie ne souffle mot.

« Bien plus, j'ai su d'une façon certaine que cette commission n'a enquêté ni en Serbie ni en Grèce ! Les gouvernements de ces deux pays ont refusé de laisser travailler des hommes notoirement acquis aux Bulgares comme Miloukoff et Brailsford, qui ne se sont nullement gênés de faire voir publiquement leur partialité.

« Ces deux gouvernements avaient demandé, avec raison, des enquêteurs offrant plus de garanties d'impartialité.

« La commission a bien passé quelques jours à Salonique où des témoins, que j'ai entendus, lui ont amené des victimes des cruautés bulgares. Ces victimes ont montré leurs blessures, mais la commission n'a pas voulu les prendre en considération, disant que l'affirmation des intéressés n'était pas suffisante.

« Cette même commission a cependant reproduit, sans contrôle, toutes les affirmations qui ont été publiées dans la presse bulgare.

« Le président de la commission, votre compatriote, a été seul à Serrès, où il a pu se rendre compte de visu de tout ce que les Bulgares y ont fait. Le rapport ne mentionne rien des excès formidables des soldats et comitadjis bulgares ! Et pourtant, il y avait en Macédoine grecque et serbe un vaste champ d'enquête : Serrès, Demir-Hissar, Nigrita, Doxato, Négotine, etc., et les innombrables villages détruits totalement racontent éloquentement ce que les Bulgares ont fait !

« Après ce que j'ai constaté, je ne peux considérer le rapport de la commission Carnegie que comme un plaidoyer des plus partiaux en faveur d'un des accusés : le Bulgare ! Est-ce cela le but de la fondation humanitaire de M. Carnegie ?

« Le rapport partiel de votre commission a fait un tort énorme à deux valeureux peuples dont l'un se bat actuellement avec une bravoure incomparable contre un ennemi cruel et dix fois plus fort. Je crois qu'il est de votre devoir de réparer ce tort ! Si je puis vous être utile dans cette tâche, je suis entièrement à votre disposition. Agréez... »

Le président de l'Institut Carnegie répondit qu'il examinerait la question soulevée par M. Reiss, mais, depuis lors, il n'a pas donné signe de vie.

**Jeux bulgares**

La « Reichspost » de Vienne, dont l'amour de la vérité n'est pas remarquable, publie une interview d'un diplomate bulgare qui se rend en Suisse, via Budapest. Bien que les déclarations d'un diplomate bulgare ne soient pas moins sujettes à caution, en chroniqueurs fidèles, nous reproduisons cependant la très fantaisiste nouvelle que lance ce Bulgare et ce diplomate. Nous le citons : « L'Angleterre poursuit actuellement des pourparlers avec la Bulgarie en vue de l'entrée de la Grande Bulgarie dans l'Empire britannique comme dominion balkanique. A part l'armée, la Bulgarie demeurerait indépendante et donnerait des garanties relativement aux Dardanelles. Ce projet mérite d'être pris en considération, d'une part à cause des attaches dynastiques qui relient la dynastie anglaise à la branche bulgare des Cobourg, d'autre part parce qu'il conforme au désir anglais d'avoir dans l'Orient rapproché une avant-garde militaire, digne de confiance. Ce rôle ne pourrait être rempli ni par la Roumanie, fortement influencée par la France, ni par la Serbie, dont la situation présente des inconvénients. Les Bulgares souhaitent d'autant plus d'entrer dans une combinaison de ce genre qu'ils croient nécessaire de s'appuyer sur une grande puissance, car isolés à côté d'une Grande Serbie, ils seraient condamnés à l'inertie. »

Le souhait bulgare de vendre son indépendance à une grande puissance n'est que le désir de faire du mal à son voisin et de pouvoir, sous l'égide d'un protecteur, poursuivre son habituelle besogne. Mais où le Bulgare se montre insurpassable, c'est dans la façon de préciser les causes qui auraient déterminé l'Angleterre à se livrer à cet étrange commerce. Les considérations dynastiques, c'est-à-dire celles qui touchent à la dynastie anglaise et à la branche bulgare des Cobourg auraient été envisagées, à en croire le diplomate bulgare. C'est une étrange idée, qui jamais ne serait née dans la tête d'un Anglais, pour cette raison déjà que les faits et gestes de la branche bulgare des Cobourg ne sont pas très propres à resserrer les liens de famille. Ferdinand, couramment appelé le Félon, n'est pas seulement peu désirable comme parent, mais aussi comme politicien, et comme homme.

Mais, outre les liens de famille, ce serait encore la confiance que l'on pourrait accorder aux Bulgares qui engagerait les Anglais à les prendre sous leur protection.

Le diplomate bulgare paraît témoigner d'un souverain dédain pour les facultés intellectuelles des Anglais, en parlant de la confiance que l'on peut avoir dans les Bulgares, après leurs abondantes et si peu glorieuses randonnées.

Syrmeus.

**Dans la presse**

— La question yougoslave —

M. William Martin écrit dans le Journal de Genève du 19 mars :

L'Italie appuie les revendications de la France. Elle a, de son côté, des droits historiques et stratégiques à faire valoir, et elle cherche des auxiliaires. C'est ainsi que la politique française a été amenée à défendre, contre le sentiment unanime du peuple français, les prétentions italiennes et l'application du traité de Londres. De cette façon, la France est considérée comme adversaire à la fois en Italie et en Serbie. Elle recueille les imprécations de Gabriele d'Annunzio, les Italiens amènent à Fiume le drapeau français, mais les Serbes se croient trahis et abandonnés. La France recueille tout l'odieux de la politique italienne sans en avoir aucun des avantages.

la Roumanie à la Serbie, ni arrachés par la Serbie à la Roumanie. Ce sont tout simplement les descendants des immigrants roumains du XVIIIe et du XIXe siècles. Excédés de l'intolérable état de choses régnant dans leur pays d'origine, quelques éléments roumains (valaches) cherchèrent un refuge dans la Serbie d'alors. Encore qu'elle fût soumise au joug turc, la Serbie, à cette époque déjà, était un pays relativement tranquille, avec une population douce et démocratique, au régime patriarcal, égalitaire, et non pressurée par la ruée de fanariotes, de boyards et de fonctionnaires qui composaient le Hospodarat valaque. La partie nord-orientale de la Serbie avait été ravagée par les guerres et les épidémies asiatiques. Les nouveaux venus acquirent des terres, s'adonnèrent à l'élevage du bétail et firent très bon ménage avec la population serbe, dont, depuis lors, ils partagèrent les joies et les douleurs. Trait bien caractéristique, la population roumaine s'acquitta de sa dette de reconnaissance, en s'associant à toutes les insurrections du peuple serbe contre l'oppresseur musulman. Tout en gardant leur langue et leurs mœurs, les Roumains immigrés ne songèrent pas un seul instant à renouer les liens génétiques avec leurs frères d'outre-Danube. Ajoutons qu'un grand nombre de ces Roumains ne l'étaient même pas à l'origine. Ce sont des Serbes qui ont émigré aux XVe, XVIe et XVIIe siècles en Valachie, sous la pression des guerres turco-hongroises et turco-autrichiennes, qui furent transformés superficiellement en Roumains, mais qui n'en conservèrent pas moins religieusement les fêtes traditionnelles de leurs ancêtres.

**Quelques pensées de Tommaseo**

« Mais il existe un peuple de rite grec, de grandes traditions historiques et poétiques tout ensemble (l'histoire vivant toujours dans les nations plutôt que dans les livres des savants) ; un peuple dont l'idiome est aux dialectes slaves ce que le toscan est aux dialectes italiens ; un peuple qui se pressent de lui-même et qui revendiqua son droit à la nationalité avant que la Grèce ne remplît l'Europe d'elle-même ; un peuple qui, fraternisant avec ceux qui parlent sa propre langue, pourrait tendre la main à la Grèce, à l'Italie et à l'Allemagne et servir à la fois de digue et de pont, et donner la sécurité à l'Orient et à l'Occident et la recevoir elle-même : c'est la Serbie. La Serbie pourrait être le centre des Slaves du Midi pour les raisons indiquées qu'il serait trop long d'énumérer. » (1)

« Les Slaves ne comprennent pas les Italiens ; et ceux-ci, dans l'orgueil de leur passé tant de fois séculaire, méprisent stupidement ceux-là. Mais les peuples que l'on méprise ont en mains les clefs du monde à venir. Si l'on n'est pas capable de s'en tendre par vertu et par amour, qu'on le fasse par nécessité et par intérêt. » (2)

« Avec la franchise qui est propre à ma race, je dirai que je ne crois pas, quant à moi, que la Dalmatie puisse désormais se raccrocher à l'Italie. Car notre époque n'a rien de commun avec celle de la République de Venise, laquelle, ayant besoin

des côtes dalmates, savait gouverner et pouvait être tolérée par notre peuple dans ses défauts et aimée dans ses qualités. Mais l'Italie rencontre chez elle trop de difficultés et trop de dangers sans aller en chercher de l'autre côté de l'eau ; parce que, s'il fut toujours difficile de gouverner les hommes parlant une autre langue de nos jours, les Italiens se heurteraient à l'impossible, s'ils voulaient établir, je ne dis pas une égalité matérielle, mais une équité civile. Les Italiens, tous sages et généreux qu'ils soient, ne pourraient jamais (je dis tous les Italiens) regarder et traiter un pauvre habitant des montagnes et des îles de Dalmatie comme un citoyen d'Arezzo ou de Chieri. Or, je crois que l'homme pour l'homme, un Dalmate vaut bien autant qu'un homme de Pizzighetone ou de la vallée d'Aoste. En s'efforçant de traiter les Dalmates d'une manière égale, les Italiens s'imagineraient faire acte, sinon d'adresse politique du moins de vertu inusitée. Or, les Dalmates, qui respectent tout ce qui est respectable, qui admirent ce qui est admirable, qui sont bien intentionnés à l'égard de tout le monde, qui savent respectueusement compatir aux douleurs et aux misères des grands et des petits, n'entendent pas qu'on daigne les compatir et avoir pitié d'eux. » (3)

(3) N. Tommaseo, « Il serio nel faceto », page 285.

(1) N. Tommaseo, « Il secondo esilio », II, pages 218-219.  
(2) N. Tommaseo, Ibid.

# La préméditation de la Bulgarie

## Nouveaux documents sur la responsabilité bulgare

La Bulgarie a, une première fois déjà, le 30 juin 1913, pendant la guerre balkanique, attaqué la Serbie pour empêcher l'arbitrage de l'empereur de Russie, arbitrage prévu par le traité d'alliance entre la Serbie et la Bulgarie de 1912.

D'après les rapports du comte Lerchenfeld, la Bulgarie avait entamé, dès le 18 juillet 1914, c'est-à-dire avant même que l'ultimatum autrichien fût adressé à la Serbie, des négociations avec les puissances centrales pour son entrée en guerre à côté d'elles.

Le 20 novembre 1915, le « Journal de Genève » publia une interview de Radoslavoff, alors président du Conseil des ministres bulgare, interview qui n'a pas été démentie, dans laquelle celui-ci déclarait que, d'après un accord austro-bulgare conclu déjà longtemps auparavant, l'Autriche-Hongrie devait dominer sur la Serbie du nord avec Belgrade et les deux rives de la Morava, tandis que la Bulgarie s'annexerait la Serbie orientale avec une grande partie de la Macédoine.

Au mois d'avril 1915, en pleine guerre européenne, les Bulgares exécutèrent une attaque à main armée contre la Serbie, près de Valandovo et de la Stroumitza, où une véritable bataille fut livrée sur territoire serbe. Battus, ils se retirèrent, en mettant cette action sur le compte des comitadjis. Une commission internationale, composée des représentants de l'Entente, a cependant, par des constatations faites sur les morts et les prisonniers, reconnu la présence d'officiers et de soldats des troupes régulières bulgares.

Le 3 septembre 1915, le prince Jean-Albert de Mecklembourg, envoyé par l'empereur Guillaume II, vint s'installer au ministère des Affaires Etrangères, à Sofia, et conféra constamment avec le roi Ferdinand et les ministres bulgares. Dès ce moment, tous les détails du traité entre la Bulgarie et les puissances centrales furent fixés, ainsi que le prouve une dépêche chiffrée de Guillaume II au roi de Bulgarie du 20 septembre 1915, que possède le gouvernement serbe. Voici son texte :

« Je viens de voir le grand-duc de Mecklembourg qui m'a présenté son très intéressant rapport sur son séjour chez toi. Je saisis cette occasion pour te faire savoir que je me rends bien compte de toutes les difficultés et de tous les dangers qui ont menacé la conclusion de nos négociations. C'est grâce à tes efforts personnels aussi bien qu'à ton énergie et à ta clairvoyance que notre alliance a pu être conclue, — alliance que je salue de tout mon cœur et qui, après lutte et victoire, apportera à nos pays une riche bénédiction. »

Aussitôt après la conclusion de cette alliance, commencèrent les manœuvres de l'armée bulgare le long de la frontière serbe et, le 23 septembre, la mobilisation générale fut décrétée. Tous les régiments furent dirigés sur la frontière serbe.

Le gouvernement bulgare expliqua la mobilisation par son désir de renforcer sa neutralité qui, cependant, n'était menacée par personne, d'autant moins que les négociations avec l'Entente avaient déjà commencé et étaient en bonne voie d'aboutissement. Pour donner le change, le gouvernement bulgare chargea M. Malinoff, chef du parti démocrate et ancien président du conseil d'activer les pourparlers. On a même publié dans les journaux bulgares, des communiqués, de caractère semi-officiel, sur le cours que suivaient les conversations de M. Malinoff avec l'Entente.

Mais, une fois la démobilisation et la concentration de l'armée achevées, dès que les troupes bulgares furent massées le long de la frontière serbe, le gouvernement bulgare désavoua publiquement et catégoriquement M. Malinoff, en disant que celui-ci n'était nullement qualifié pour engager la Bulgarie et qu'il méritait, par sa conduite à cette occasion, « d'éprouver la sévérité des lois du Royaume ».

C'est alors que fut signée la convention avec la Turquie qui assurait à la Bulgarie une complète sécurité de ce côté-là.

Quelques jours après, les troupes austro-allemandes traversèrent le Danube et commencèrent l'invasion de la Serbie. Dès que les troupes serbes se mirent à reculer, les Bulgares, sous le prétexte entièrement faux que les Serbes avaient violé leurs frontières, déclenchèrent de leur côté l'attaque qui devait amener l'asservissement total de la Serbie.

Que ce prétexte ait été inventé, voici deux documents en possession du gouvernement serbe, qui le prouvent indubitablement :

1<sup>o</sup> Dépêche chiffrée, signée par le comte Tarnovski, ministre d'Autriche-Hongrie à Sofia, et adressée au ministère des Affaires Etrangères à Vienne :

« Le 10 octobre 1915, le secrétaire général au ministère des Affaires Etrangères à Sofia, par ordre du ministre des Affaires Etrangères bulgare, m'a communiqué ce qui suit : afin d'ôter à l'attaque contre la Serbie l'aspect d'une affaire machinée, on va provoquer, ce soir ou demain, un accident de frontière dans une contrée non habitée. »

2<sup>o</sup> Dépêche chiffrée, signée par le comte Tarnovski, ministre d'Autriche-Hongrie à Sofia et adressée au ministère des Affaires Etrangères à Vienne, datée du 12 octobre 1915.

« Le généralissime m'apprend que l'incident désiré sur la frontière de la Serbie a été arrangé hier. Cet incident sera présenté comme une provocation de la part de la Serbie et facilitera beaucoup la tâche du roi de Grèce, quand on invoquera le casus foederis. »

La première attaque bulgare fut, en effet, exécutée le 12 octobre 1915 et précéda même de deux jours la déclaration de guerre à la Serbie, qui est du 14 octobre 1915, ce qui n'empêchera pas les Bulgares d'affirmer que ce sont les Serbes qui, les premiers, franchirent leur frontière.

Par l'enchaînement des faits exposés ci-dessus, on voit clairement que la Bulgarie avait prémédité de longue date la guerre contre la Serbie et qu'elle l'avait préparée avec une mise en scène et une astuce incomparables.

## La Bulgarie et la question des réparations

Il résulte des informations recueillies auprès de la Conférence de la Paix que la question des réparations des dommages occasionnés pendant la guerre a trouvé une solution particulièrement heureuse : les puissances centrales seront tenues comme solidairement responsables. Ce qui signifie que la Bulgarie, qui fit partie de l'Alliance centrale, avec tous les avantages que celle-ci pouvait lui offrir à certains moments de la guerre, aura à subir, d'ailleurs très logiquement, toutes les conséquences que la chute de cette alliance a entraînées. La Bulgarie sera tenue de contribuer à la réparation des dommages causés par l'Allemagne, et vice-versa, et cette obligation durera aussi longtemps pour elle que pour l'Allemagne. On évaluera les dommages en bloc et on demandera à tous réparation dans la mesure de leurs ressources et de leur fortune nationale. Une fois de plus, le peuple bulgare pourra ressentir combien sa politique d'aveuglement, d'impérialisme et d'attachement aux Empires centraux lui fut fatale.

Lorsque la question des réparations sera entamée dans ses détails, les délégués à la Conférence de la Paix s'apercevront mieux encore que la responsabilité solidaire à laquelle la Bulgarie vient d'être astreinte, n'est pas seulement la conséquence logique de la solidarité morale que celle-ci avait acceptée, le jour de son intervention aux côtés de l'Alliance centrale. Le dossier bulgare est bien chargé et ce dossier, qui a ses preuves dans les ruines, est confirmé par les témoignages bulgares eux-mêmes, les comptes rendus de presse, les décisions du Conseil des Ministres bulgare décrétant la confiscation des propriétés privées, la destruction des livres, l'enlèvement des machines agricoles, de l'outillage d'usines et autres, les prescriptions du Ministère de l'Agriculture bulgare ordonnant le transfert en Bulgarie du bétail et sa distribution aux Bulgares, sans aucun souci des besoins alimentaires des populations ainsi frustrées, les ordres du Ministère des Finances diminuant de moitié la valeur de l'argent serbe, la confiscation de l'or, les réquisitions sans paiement, etc. Ajoutez à tout cela les pertes formidables subies par les populations envahies par les bombardements, incendies, assassinats, déportations et enrôlements forcés de Serbes dans l'armée bulgare, et vous aurez à peu près le tableau de ce que représente la part bulgare dans la question des réparations.

La décision de la Conférence donnera donc une première satisfaction aux peuples balkaniques à qui personne ne contestera le droit de demander réparation intégrale pour leur patrimoine national

mieurtri et ravagé par les troupes d'invasion.

Et il est incontestable que, si la Bulgarie peut encore ergoter sur ses sentiments et sa responsabilité — sans d'ailleurs avoir aucune chance de convaincre qui que ce soit — elle ne pourra nullement se dérober à la juste demande de réparations pour les dommages que son armée et son administration ont commis en Serbie, en Macédoine et en Dobroudja. Les ruines sont là ; la misère et la mort y rôdent encore ; les documents, les ordres et les prescriptions sont des témoignages irréfutables qui ne feront qu'accabler tout Bulgare qui essaierait d'atténuer la part de la responsabilité bulgare dans ces actes de barbarie et de lâcheté.

Léon SAVADJIAN,

Directeur de la Revue des Balkans.

## L'ententophilie bulgare

Le « Mercure de France » du 1er février a publié un article sur l'ententophilie bulgare, citant entre autres deux appels au monde civilisé, l'un émanant d'un jeune homme, M. Stoïloff, l'autre de l'Union des savants et des intellectuels bulgares. Le premier appel donne les noms de personnalités françaises de marque qui, avant l'intervention bulgare dans la guerre actuelle, avaient défendu la cause bulgare. Voici ce qu'écrivit à ce propos M. L. Savadjian, dans le même « Mercure de France », numéro du 16 février :

Moi-même j'ai travaillé, avant l'intervention bulgare, en faveur de ce pays. C'est que moi et toutes les personnalités visées, nous avons été induits en erreur sur la Bulgarie et sa situation particulière après la catastrophe de 1913. A l'aide de documents faux, entièrement fabriqués pour les besoins de la cause, à l'aide de statistiques falsifiées, de cartes historiques habilement maquillées, on avait réussi à nous faire dire, à moi et à un grand nombre d'écrivains français, des paroles favorables à la Bulgarie et désobligeantes pour les autres pays balkaniques. Instruits et désabusés depuis l'intervention bulgare dans la grande guerre, qui a mis en pleine lumière la psychologie, la mentalité et toutes les tendances impérialistes du peuple bulgare, nous tous, avec Victor Bérard et Maurice Muret, nous sommes heureux de pouvoir dire aujourd'hui toute la vérité sur la politique actuelle de la Prusse des Balkans.

Quant à l'appel des savants et des intellectuels bulgares répudiant les accusations formulées contre la Bulgarie, il ressemble beaucoup trop au fameux Il n'est pas vrai des 93 Allemands pour qu'il soit pris au sérieux.

Je n'ai pas à entrer en discussion ici sur le fond même de l'appel. Le député bulgare Maximoff, dans un discours qu'il a prononcé dernièrement à Varna, a déclaré avoir vu, de ses propres yeux, les troupes bulgares et l'administration de M. Radoslavoff semer la terreur et la mort parmi les paisibles populations de Macédoine et en Serbie occupée. D'autre part, je vous signale les rapports du Préfet bulgare de Vranja, destinés au gouvernement de Sofia, où l'on parle, avec dates, noms et précisions, des violences et des massacres commis par l'élément bulgare dans les pays occupés. Je vous cite enfin le journal bulgare « Volia », qui, dans un article intitulé : « Avouons, pour l'honneur de la Bulgarie », avoue en effet les crimes commis un peu partout par les autorités bulgares.

Le fond donc de l'appel tombe de lui-même. Je désire toutefois attirer votre attention sur les deux plus importantes signatures qui y sont apposées : celle du grand poète national bulgare Ivan Vazoff, et du poète, également très populaire, Kirylle Chris'off, Ivan Vazoff, dont le talent est indiscutable, a, depuis l'intervention bulgare, mis sa plume au service de la Prusse. Chaque jour il publiait dans l'organe du parti narodniak, le « Mir », des poésies pleines d'insultes contre les soldats français et anglais, qu'il traitait purement et simplement de brigands et de sales individus. Mieux encore, il a fait une parodie de la Marseillaise, mettant la France au ban de la civilisation.

L'autre poète national, Kirylle Chris'off, qui implore aujourd'hui la pitié de la France, a écrit dans le numéro 2003 du journal « Kambana » une Ode vengeresse dédiée à la France et dont nous extrayons les couplets suivants :

... O dormez en paix, vous qui fûtes les grands fils  
De la France d'autrefois ! Titans,  
Ne ressuscitez pas de vos tombeaux !  
Vous descendants — de malpropres misérables,  
Une foule de dégénéré ! Un homme d'honneur  
Est aujourd'hui entre leurs mains un lamentable pantin.  
La démoralisation est parmi eux si grande  
Qu'un simple pot-de-vin suffit à les gagner.

Mais il y a une providence ! La justice veille.  
Une justice immanente qui plane au-dessus de la terre !  
Elle accable cette France d'aujourd'hui de malheurs  
Indescriptibles ! Qu'elle acquitte également  
Notre dette envers elle ! Nous bénissons  
Son ennemi vainqueur !  
O chevaliers de race pure, frappez :  
Vous êtes, dans la main divine, le glaive vengeur.

Quant aux autres signataires, écrivains, professeurs, etc., ce sont les mêmes per-

sonnes qui, pendant la guerre, ont mené en Suisse une ignoble propagande contre la France. Comment veut-on que la France noble et chevaleresque accueille avec sympathie un appel portant de telles signatures ?

## Protestation des étudiants de Split

Les étudiants d'université yougoslaves de Split (Spalato) viennent de lancer la protestation suivante contre la propagande italienne tendant à représenter Split comme une ville italienne :

Le journal « Il popolo d'Italia », paraissant à Rome, vient de publier, dans son numéro du 11 décembre, un appel, que les étudiants universitaires italiens de Split adressent aux Universités et aux villes italiennes, et à tout le peuple du royaume d'Italie. Dans cet appel, il est parlé d'une ville de Split qui lutterait depuis cinquante ans pour la cause italienne et qui implorerait, en ce moment-ci, la protection de l'Italie.

La rédaction fait suivre la publication de cet appel d'un commentaire qui nous console des équivoques contenues dans l'appel lui-même.

Le journal de Rome déclare, en effet, que « le caractère italien de Split est incontestable » et « qu'une ville où il y a un si grand nombre d'étudiants d'université aux sentiments italiens (36), ne peut pas être une ville croate, comme voudraient le démontrer les gens de Zagreb et leurs amis de Londres et de Paris ». Et on dit cela d'une ville qui compte plus de quatre-vingts pour cent de Yougoslaves et qui est plus yougoslave que Paris n'est français ; d'une ville, où, pour trente-six étudiants italiens, les étudiants yougoslaves se comptent par centaines !

Mais le journal de Rome lui-même trouve ridicule (ridicolo), le nombre d'Italiens de Dalmatie (18.000) et tombant sous le poids des chiffres (qui prouvent, en effet, que la Dalmatie, avec ses 98 pour cent de Yougoslaves, est un des pays les plus purs qui soient au point de vue national). Aussi ce journal conteste-t-il la véracité de la statistique élaborée par les autorités autrichiennes.

Il se peut que la statistique autrichienne ne soit pas véridique ; mais si l'Autriche a réellement faussé les données statistiques, elle l'a fait assurément aux dépens des Yougoslaves, car l'Autriche, fidèle à ses principes de gouvernement, a toujours entretenu en Dalmatie la lutte, si peu naturelle, entre les 98 p. c. de Yougoslaves et les 2 p. c. d'Italiens ; pour réduire la trop grande disproportion entre ces deux chiffres, l'Autriche était obligée d'exagérer l'importance des Italiens. N'étant qu'un moyen dont elle se servait pour détruire le bloc de l'opposition yougoslave, les Italiens de la Dalmatie furent toujours les enfants chéris de l'Autriche. La meilleure preuve en est fournie par cette guerre mondiale, où des centaines de Yougoslaves dalmates, partageant le sort de leurs frères des autres pays yougoslaves, subirent, de la part des Autrichiens et des Hongrois, des peines de prison, d'internement et de pendaison, tandis que de tous les Italiens dalmates, deux ou trois seulement furent molestés et cela encore avec beaucoup de ménagements.

Le même journal, déclarant parler au nom de Split, demande enfin l'annexion de cette ville à l'Italie et parle d'une populace yougoslave, à la fureur de laquelle la ville ne devrait pas être livrée. Il s'y trouve cependant des milliers d'officiers, de matelots français, anglais et américains qui peuvent témoigner combien la paix a régné chez nous en tous ces temps critiques, malgré l'état d'exaspération dans lequel a été mise l'âme de notre population par les violences que nous font les Italiens dans la zone occupée.

Au nom aussi de ceux de nos camarades, qui, en ce moment-ci, fréquentent d'autres universités, sont enrôlés dans l'armée yougoslave ou se trouvent encore à l'étranger, ainsi qu'au nom de la ville de Split, nous protestons avec la dernière énergie contre le fait que 36 étudiants ou des journaux italiens s'arrogent le droit de parler au nom d'une ville yougoslave, qui, à peine échappée au joug pesant de l'Autriche, ne veut pas subir un autre esclavage, également odieux et plus redoutable pour la vie nationale.

(Suivent 204 signatures d'étudiants.)

## Royaume des Serbes, Croates et Slovènes

### Une Université à Lioubliana

Suivant des informations dignes de foi, l'Université slovène de Lioubliana sera ouverte cet automne. En vue d'activer le processus unitaire également au point de vue de la langue, plusieurs éminents professeurs serbes seront chargés de cours à l'Université, et l'on annonce déjà que plusieurs centaines d'étudiants de Serbie s'y feront inscrire. Selon les dispositions actuelles, les professeurs serbes poursuivront leurs cours pendant une période de deux ans.

### Les nouveaux timbres-poste

On prépare, au Ministère des Postes et Télégraphes, une émission de nouveaux timbres-poste pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Ces timbres, qui seront mis en circulation au mois d'avril, sont destinés à remplacer ceux qui étaient jusqu'à présent en usage dans les diverses provinces du royaume.

### Les coupables seront punis

Le gouvernement de la République tchéco-slovaque a remis au gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes une note dans laquelle il demande au gouvernement serbe de rassembler et de lui faire parvenir toutes les données sur l'attitude, pendant l'occupation, des officiers d'origine tchèque ayant servi dans l'armée austro-hongroise. Le gouvernement tchéco-slovaque prendra les mesures nécessaires contre ceux qui se sont conduits grossièrement et inhumainement envers la population serbe.